Ukraine : champ de bataille du Soft Power (2012)

19/05/2014 à 12h00

L'Ukraine, ne nous est connue que pour ses bagarres au Parlement. En réalité, elles ne sont que l'expression d'une fragilité historique méconnue, pourtant toujours très actuelle. Comme le rapporte François de JABRUN dans son article « Les incertitudes de l'identité ukrainienne », l'Ukraine n'est devenue une réalité politique que très tardivement, lors de son indépendance en 1992, si l'on excepte une longue période de vassalisation sous le régime soviétique du XXème siècle.



Le contexte

L'Ukraine est donc un État Nation en devenir où vivent près de

50 millions d'ukrainiens. Mais à y regarder de près, c'est une mosaïque de plus de 20 groupes ethniques dominée par les Ukrainophones à l'ouest et les russophones à l'est.

> ***Sur ce florilège d'identités potentielles, la langue, berceau de la culture et source d'échanges, y est érigée en appartenance et en barrières. Au centre de ces difficultés, l'identité ukrainienne peine à s'affirmer. Or, on le sait, une faiblesse dans une bataille est une cible.***

Certains l'ont bien compris car, si l'Ukraine est isolée dans ses réformes politiques, son économie est prometteuse pour beaucoup. En effet, avec près de 5% de croissance en 2011, l'Ukraine vise une indépendance économique et est, de fait, en recherche de coopérations et de financements tout azimut. Tel est le terreau du champ où des États en concurrence se livrent bataille avec pour arme de prédilection l'influence.

Le 23 avril 2010, le ministre ukrainien de l'éducation et des sciences, Dmytro Tabachnyk, signa un décret qui autorisa toutes les universités, d'une part, à accepter des étudiants étrangers et, d'autre part, à dispenser des enseignements en langue étrangère. Cette ouverture, décidée en contrepied du précédent gouvernement, sonna comme un coup de canon en race campagne pour les États présents.

Intervention sur la langue et la culture

En matière de soft power, les centres culturels restent classiquement le mode d'intervention privilégié d'un État. Mais en Ukraine, pour cette course, tout le monde n'est pas sur la même ligne de départ. En effet, pour bon nombre d'États mitoyens de l'Ukraine, cette mosaïque d'identités motive la présence de centres culturels. Ces centres répondent avant tout à une stratégie plus ou moins instinctive qui vise à maintenir un fil d'Ariane historique avec les représentants d'un même peuple au sein de l'Ukraine. Lorsqu'elle est réfléchie, comme bien souvent, cette stratégie permet de

développer naturellement un corpus d'ambassadeurs légitimes aux yeux des ukrainiens.

Ainsi, la Pologne, qui reste un cas particulier car l'Ukraine a longtemps fait partie de son territoire, assure ce lien pour près de 150 000 polonais et a ouvert un nouveau centre culturel à Kirovograd le 5 mai 2010. Courant 2011, le consulat polonais entamera également des discussions avec la ville de Lviv pour y créer un nouveau centre. Fin 2010, l'Azerbaïdjan programme l'ouverture d'un centre littéraire à Donetsk, région où résident 20 000 natifs d'Azerbaïdjan, à côté du centre européen d'intégration.

Pour la minorité slovaque qui ne représente que 8 500 personnes, une école en langue ukrainienne et slovaque ouvre le 1er septembre 2011 à Uzhgorod où il existe déjà un centre culturel slovaque.

Concernant la Russie, bien que les relations avec l'Ukraine soient parfois houleuses, on ne peut parler de cet État sans prendre conscience d'un avantage russe historique. La Russie préserve cet avantage à moyen et surtout long terme dans les actions qu'elle mène sur le champ de bataille. A titre d'exemple, le maillage du territoire en centres culturels n'y fait pas exception.

Début 2011, pas moins de 3 nouveaux centres russes pour la science et la culture sont programmés sur les villes d'Odessa, Dniepropetrovsk et Lviv. L'étape la plus importante reste toutefois la ratification d'une convention bipartite le 28 mars 2012. Outre l'ouverture d'autres « succursales » dans les deux pays, celle-ci prévoit, l'intensification des coopérations régionales et internationales dans les domaines humanitaire, scientifique et technique ou culturel, le développement de jumelages et l'organisation de réseaux. Enfin, la convention emporte exemption des droits de douane sur tous biens nécessaires au fonctionnement des centres.

Mélange des genres entre culture et enseignement supérieur, certains pays pensent démultiplier leur influence en installant leur centre au sein même d'universités et susciter ainsi des échanges professoraux et estudiantins. Sur cet axe, la Turquie ouvre en 2011deux centres de la langue et de la culture turque, l'un dans le bâtiment de l'université Borys Grinchenko à Kiev, l'autre dans l'université Ouchinsky à Odessa. Pourtant dotée d'une diaspora certes réduite mais ancienne, le centre culturel israélien suit cette voie et ouvre également un département à l'université de Kherson.

Pour les autres États sans minorité historique, l'installation d'un centre culturel est le premier pas vers une coopération moins institutionnelle fondée sur des échanges entre les peuples eux-mêmes. Si la France se range dans ce deuxième groupe, son rayonnement semble apprécié puisqu'elle élargit son réseau en ouvrant le 11 avril 2011 une 10ème alliance française à Donetsk, Oblast qui a vu naitre l'actuel Président Viktor Fedorovytch Ianoukovytch. L'Arabie-Saoudite, quant à elle, cible les 436 000 musulmans d'Ukraine et utilise le centre islamique de Kiev comme porte-voix de son influence. Enfin, le *Tadjikistan projette d'ouvrir un centre culturel pour 2012.*

Le champ des initiatives en matière culturelle ne se limite pourtant pas aux activités de ces centres. Il peut être occupé de diverses manières pour qu'un pays soit visible. La Russie a, par exemple, choisi d'investir la 6ème édition du festival international du livre à Kiev le 29 juillet 2010 en occupant, sous la qualité d'invité d'honneur, la moitié du salon, pas moins.

Autre initiative russe en 2011, c'est sur le sol de Moscou que fut organisé en avril le 1er forum ukrainien de la jeunesse. Parallèlement, le centre culturel français, l'institut Goethe et la chaine européenne Arte ont quant à eux choisi de coopérer avec la télévision nationale pour programmer un « weekend avec Arte » portant notamment sur un concours de

courts métrages.

Intervention dans l'enseignement

Indirectement certes, mais plus visiblement porté sur un retour de dividendes, l'enseignement est le second grand domaine d'influence des États … le plus âprement disputé. Ceux-ci interviennent par ordre d'intérêt décroissant, dans l'enseignement supérieur par le bais de coopérations universitaires souvent opérées suivant des pratiques de lobbying, puis, plus rarement, dans l'enseignement secondaire.

Pour les États employant ce mode d'intervention, on notera que les universités de Kharkiv, Donetsk et Dniepropetrovsk ont par exemple été sélectionnées en 2010 pour recevoir une délégation de 17 universités polonaises.

Celles-ci ont présenté leurs programmes, dispensés en polonais et en anglais, leurs conditions d'accès et les opportunités de logement, de bourses et d'emploi. 3000 ukrainiens étudient d'ailleurs déjà en Pologne, représentant ainsi le groupe d'étudiants étrangers le plus important. Très active en ce domaine, la Pologne a discuté le 14 juillet 2010 un accord bilatéral ayant pour objet la création de l'Université d'Europe de l'Est, institut international d'enseignement supérieur commun avec l'Ukraine.

Le même mois, la Pologne a également soutenu, avec l'Allemagne et le Canada, l'ouverture de l'École internationale d'été de langue ukrainienne à l'université nationale de Lviv. Enfin, le 15 avril 2011, trois des universités de Kharkiv, dont l'Université Polytechnique et l'Université Karazine créée il y a 206 ans, ont signé un accord de coopération avec l'Université Technique de Lodz (Pologne).

Sur le front de l'est, l'Allemagne a, quant à elle, ouvert le 1er septembre 2010 une école dans le centre-ville de Kiev dont l'enseignement est assuré par des pédagogues ukrainiens et allemands.

Même des pays éloignés posent leurs pions sur l'échiquier.

Ainsi, le royaume de Jordanie a signé un protocole d'accord sur l'élaboration de programmes et de projets éducatifs avec l'Ukraine le 21 octobre 2010.Le 26 octobre 2011, le Vietnam a signé un accord portant sur l'accueil de ses étudiants et le 22 novembre de la même année, le Président Viktor Yanukovych rapporta la signature imminente d'un accord bilatéral de reconnaissance des diplômes entre la Turquie et l'Ukraine.

Concernant les États-Unis, leurs axes d'intervention sont très ciblés. Ils portent à la fois sur les méthodes d'apprentissage en anglais et sur l'utilisation des nouvelles technologies. Ainsi, le 20 avril 2010, à la veille du décret de Dmytro Tabachnyk, des méthodes d'apprentissage en anglais ont été présentées par le TESOL – Ukraine à l'occasion d'une conférence rassemblant des enseignants ukrainiens et des scientifiques représentant 76 institutions d'enseignement supérieur dont notamment des spécialistes issus des États-Unis.

Puis, le 22 juin, le projet Bibliomist fut déployé en partenariat avec l'IREX (International Research and Exchange Council), l'USAID et le ministère ukrainien de la culture et du tourisme. Financé par un don de la fondation Bill Gates à hauteur de 25 M. $ et recevant la mise à disposition gratuite par Microsoft de logiciels pour 4,4 M. $, le projet vise à équiper les bibliothèques universitaires et leur donner accès aux nouvelles technologies de l'information.

Le 20 janvier 2011, le centre d'innovation Microsoft a créé un site web permettant de consulter les archives numériques de livres anciens imprimés entre le XVIème et le XVIIIème siècle tirés de la bibliothèque de l'université nationale Taras Shevchenko à Kiev. Enfin, le 14 février : un centre de ressource à l'université de Rivne, ayant pour objectif d'enseigner les technologies modernes de traduction de l'anglais, fut ouvert avec l'appui du département de presse,

éducation et culture de l'ambassade des USA. Il sera utile de rappeler que le gouvernement a lancé le 6 mai 2011 un plan de réforme sur 4 ans de 10,5 milliards de Hryvna (UAH) portant notamment sur l'enseignement des langues et l'apprentissage de l'informatique.

Mais le même mois, le Président Yanukovych, se ravisant peut-être, a également approuvé un amendement du parlement interdisant la privatisation de petites entreprises d'Etat et notamment les librairies, bibliothèques et maisons d'édition.

Concernant l'Union, sous la présidence de l'Ukraine au Conseil de l'Europe, les ministres européens de l'éducation ont signé le « Protocole de Kiev » fixant les priorités et les objectifs clés de la réforme de l'enseignement scolaire en Europe pour les 10-15 prochaines années.

Pour la Russie, État le plus avancé sur ces questions, 6 établissements d'enseignement supérieur russe ont déjà leurs « succursales » en Ukraine et un groupe de travail chargé de contrôler la qualité des enseignements doit être mis en place à l'initiative d'une commission intergouvernementale russe et ukrainienne sur l'éducation. Une branche de l'université de l'Eglise russe orthodoxe doit d'ailleurs ouvrir en Ukraine. En 2010, la signature d'un accord de reconnaissance mutuelle des diplômes délivrés par une liste d'universités russes et ukrainiennes était également à l'ordre du jour. Cette coopération débouche bien évidemment sur les plus hauts niveaux d'enseignement puisque le 20 octobre 2011 fut ouvert un centre de recherche nano technologique et nanoélectronique russo ukrainien.

Sur le plan de l'enseignement secondaire, la Russie est également présente. A titre d'exemple, un concept de réforme de l'éducation, signé le 7 février 2011 par Dmytro Tabachnyk, assez fraichement accueilli par les professionnels de l'enseignement, a prévu de séparer l'enseignement de la littérature russe de la littérature étrangère, qui représente

déjà ¾ des cours ; l'objectif affirmé étant de le dispenser à nouveau en langue originelle dans un 2ème temps. Dans la même veine plus en amont, tous les districts de Kiev doivent prévoir des écoles et des crèches où la langue russe sera parlée. Enfin, Moscou envisage de mettre à disposition des écoles des manuels scolaires en langue russe dans le cadre du programme fédéral de langue russe qui prévoit également des financements à la clef.

L'arrivée d'un outsider

On pourrait penser que l'avantage russe se traduise en victoire. Pourtant, le Président Yanukovych déclara le 31 août 2010 que les relations Chine Ukraine étaient une priorité nationale et que les coopérations à venir pourraient toucher notamment les échanges culturels et l'éducation. Nous tromperions-nous en pensant que l'arrivée de cet outsider, compétiteur de 1er plan, annoncé en présence du Président Hu Jintao à Washington, fut vécue comme une forfaiture par Moscou ?

Certes, les yeux du crocodile étaient déjà visibles, la Chine ayant ouvert trois instituts Confucius : le 1er à Louhanskен 2007 puis Kiev et Kharkiv en 2008, mais rien ne laissait présager l'ampleur de l'attaque. Si un dernier institut complétant le dispositif fut ouvert à Nikolaïev le 15 juin 2011, c'est sur le domaine de l'enseignement que l'activité fut la plus intense.

En 2011, un accord de coopération devait être signé entre l'Institut de Pédagogie de Mianyang dans la province du Sichuan et l'Université nationale Taras Shevchenko de Kiev portant sur l'accueil d'étudiants à l'Académie Nationale de Musique de l'Ukraine, l'Université Nationale de la Culture et des Arts et l'Université Nationale Karazine de Kharkiv.

En cette année 2011, paru également la 1ère édition d'un almanach d'études et recherches scientifiques ukrainien

portant sur les domaines de coopération bilatérale avec la Chine. Enfin, le premier Vice-ministre de l'éducation, Yevhen Sulima, rapporta aux médias, d'une part, que le quota d'échanges interuniversitaires serait augmenté dès 2013 avec pour priorités les domaines des sciences des matériaux, de la mécanique, de la construction navale, de l'aéronautique, de la biotechnologie et l'étude de la langue elle-même et, d'autre part, que l'exécution de thèses de 3ème cycle serait effectuée sous la double direction de professeurs chinois et ukrainiens.

Précisions d'importance, en 2012, 60 accords de coopération étaient déjà signés directement entre universités et, sur près de 50 000 étudiants étrangers, le 1er groupe, constitué de 8 500 chinois, étudiait à Kiev, Kharkiv et Odessa. Comparé aux 1000 étudiants ukrainiens qui étudient en Chine, ce groupe représente l'équivalent de la minorité slovaque en Ukraine.

L'Ukraine a en outre bien calculé la manne financière que représentent ces étudiants étrangers issus de 134 nationalités : 100 M$ par an en recettes directes à quoi il faut ajouter le logement, la nourriture … soit 75% de plus. Aussi prévoit-il de doubler le nombre de chinois accueillis dans les deux années à venir. Conforté, l'ambassadeur de Chine en Ukraine, Zhang Xiyun, a déclaré le 6 janvier 2012 que son pays était très intéressé par la formation de ses citoyens dans les universités ukrainiennes dont le niveau est reconnu comme étant élevé. Parole traduites en actes puisque l'autorité aérienne chinoise a décidé d'augmenter à 28 vols par semaine les liaisons entre les deux pays.

Beaucoup plus étonnantes sont les interventions de la Chine dans l'enseignement secondaire. En 2012, un nouvel accord de coopération dans le domaine de l'éducation prévoit un développement de celle-ci par des programmes et des manuels sur des sujets d'intérêt commun, des échanges d'élèves visant à approfondir la compréhension mutuelle entre les peuples et l'organisation d'un concours de langue chinoise. Il reste cependant un point de blocage car les écoles sont gérées par

les collectivités locales et celles-ci gardent un droit d'autonomie. Les collectivités locales sont d'ailleurs appelées à bénéficier très prochainement d'un grand chantier de réforme et de modernisation de l'Etat que sera la décentralisation comme l'a souligné le Président Yanukovych. Loin s'en faut, 16 000 ordinateurs ont été offerts cet été par la chine aux écoles du secondaire dont 1 300 destinées à celles de Kharkiv. Sans aller jusqu'à les scanner, ne serait-ce que par curiosité, ne faut-il voir dans cette initiative que de la philanthropie ?

Conclusion

A l'aube de son affirmation, l'identité ukrainienne semble trouver une indépendance économique dans une zone géographique dont le barycentre se trouverait entre la Russie et la Chine. Mais cette identité ne s'affirmera pas sans indépendance politique dont le barycentre, lui, se trouve entre l'Europe et la Russie. C'est très précisément ce que pensent 56% des députés de la Rada, tous bords confondus, comme le révèle un sondage de 2011 effectuépar le Centre d'études sociologiques et politiques « Sotsiovymir» et l'institut international pour la démocratie.

Pour l'heure, l'Ukraine joue sur les deux tableaux. En 2011 d'abord, elle a prévu l'ouverture d'un centre culturel à Bakou en Azerbaïdjan où vivent plus de 30 000 ukrainiens. Mais début 2012, elle a également ouvert le « Centre européen pour une Ukraine moderne » à Bruxelles, organisation non-gouvernementale, ayant pour mission d'informer et de prendre des contacts au sein de l'Union pour des futures coopérations notamment sur le plan culturel. Rappelons que l'Ukraine est dans un contexte de profonde réforme de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Pour ce dernier secteur, Dmytro Tabachnyk prévoit de diviser par 10 le nombre d'universités et de réduire (économie ou droit) ou d'augmenter (informatique et technologies de l'information) le numerus clausus des domaines d'enseignement qu'ils soient porteurs ou non. Cette initiative

lui coutera probablement cher car le Président Yanukovych, fort mécontent, a, entre autre, missionné son fidèle procureur pour enquêter sur lui.

Si l'on considère que le cœur de la Russie est en Europe, alors la construction russo-européenne n'appelle qu'à s'exprimer, à s'organiser et joindre ses forces pour soutenir l'Ukraine à acquérir sa place future sur l'échiquier mondial. Ainsi, sauf à n'intégrer que la moitié de l'Ukraine dans l'Union européenne, la langue sera probablement la première porte des concessions réciproques avec la Russie. Or, l'Union européenne ne pourra exercer une politique communautaire de soft power sur le terrain de l'enseignement et de la culture en Ukraine sans la penser et la coordonner en amont avec ses Etats membres. Rappelons néanmoins que la Chine surveille le développement des relations Union Ukraine, elle qui a multiplié par 35 ses exportations vers ce pays en 10 ans.

Parce qu'il n'est d'Etat Nation sans justice ni droit, il appartient au préalable à l'Ukraine de faire le premier pas en s'engageant de bonne foi dans les réformes institutionnelles que l'Europe ne cesse d'appeler de ses vœux.

Ce champ de bataille de l'influence aura l'avantage de nous rappeler que la langue et la culture ne sont pas des barrières mais des ponts. Mémorisons seulement qu'Odessa, principale ville d'Ukraine et carrefour commercial historique, est devenue le port connu qu'elle est aujourd'hui par l'œuvre d'un Maire passé Gouverneur-général de la Nouvelle-Russie, ayant reçu ses charges du Tsar Alexandre 1er lui-même, Armand-Emmanuel du Plessis, duc de Richelieu et petit-neveu du Cardinal ; et qu'en cette ville, rapporte Alexandre Pouchkine, on y parlait la langue d'une minorité … le français.

Infoguerre